

ASSOCIATION DES RAFFINEURS ET DISTRIBUTEURS AFRICAINS

- ARDA WEEK -

CAPE TOWN le 14 AVRIL 2026

Présentation à l'ARDA WEEK 2026

Madame la Présidente de l'ARDA

Monsieur le Secrétaire Exécutif de l'ARDA

Messieurs les membres de l'ARDA

Mesdames, Messieurs,

J'ai eu l'honneur d'être invité à prendre la parole lors de l'ARDA WEEK 2026. Je tiens à exprimer ma gratitude au Comité d'organisation, ainsi qu'aux dirigeants de l'ARDA, en particulier Madame la Présidente Sidibé et Monsieur Kragba, Secrétaire Exécutif, pour cette invitation.

Je souhaite saluer les résultats exceptionnellement satisfaisants obtenus par ARDA au cours des vingt dernières années. Ces succès sont le fruit de la mobilisation et de l'action efficace d'une équipe compétente et engagée, depuis les pères fondateurs, dont mon ami Joel Dervain, dont je salue la présence parmi nous aujourd'hui.

Le spectre des activités menées par l'ARDA est particulièrement vaste. Je laisse aux personnes plus compétentes que moi, présentes dans cette assemblée, le soin d'aborder en profondeur les aspects les plus complexes de ces activités.

Pour ma part, je concentrerai mon propos sur le secteur qui concerne notre groupe : les conditions de la distribution pétrolière en Afrique, et plus particulièrement en Afrique de l'Ouest.

Je m'intéresse notamment à la régulation du secteur, à la politique des prix, aux spécifications techniques, aux enjeux économiques, ainsi qu'aux nombreux défis liés à l'émergence de champions africains dans le cadre de l'intégration africaine ou régionale.

ENJEUX ET DEFIS DE LA REGULATION DES MARCHES EN AFRIQUE

La nécessité de la régulation dans les marchés africains

En Afrique, les marchés ne sont pas encore totalement libéralisés. Toutefois, il convient de souligner que, même dans le cadre d'une économie entièrement libéralisée, la régulation demeure indispensable. Ce concept, encore récent et en constante évolution dans les pays africains, se révèle essentiel pour encadrer un marché qui n'est ni entièrement administré, ni complètement libéralisé. La régulation vise à promouvoir l'investissement, lutter contre les distorsions de concurrence et corriger les instabilités structurelles. Elle doit offrir visibilité, stabilité juridique et garantie de retour financier à tous les investisseurs, qu'ils soient publics ou privés, tout en conciliant des intérêts souvent divergents grâce à des institutions dotées de pouvoirs de surveillance, de contrôle et de sanction.

Les réformes et l'évolution des autorités de régulation sectorielles

Les réformes entreprises dans les années 1990 ont eu pour effet de réduire sensiblement l'intervention de l'État dans les marchés africains. Cela a permis la création d'autorités de régulation sectorielles véritablement autonomes, notamment dans les télécommunications et l'électricité. Cependant, dans le secteur des hydrocarbures, les organismes de régulation restent encore des démembrements de l'État, ce qui limite leur autonomie et leur efficacité.

Le rôle de ces autorités est multiple : organiser l'approvisionnement, préserver les recettes fiscales, assurer la stabilité économique et sociale, et garantir une concurrence loyale avec des marges compatibles pour les opérateurs. Elles sont également responsables de l'actualisation des textes législatifs, de la gestion des licences, du suivi statistique, du contrôle des stocks, du calcul des prix et du contrôle des subventions.

Les insuffisances des dispositifs actuels de régulation

Il faut aujourd'hui reconnaître que, dans la majorité des pays africains, les textes régissant la régulation sont inefficaces. Ils souffrent d'incomplétude, ne sont pas respectés et demeurent soumis à une mainmise administrative excessive. Cette situation ne permet pas de garantir l'indépendance, la transparence, la véracité des coûts et des prix, ni le contrôle effectif de la concurrence.

On observe par ailleurs une délivrance excessive d'agrément de distribution, sans lien avec les exigences de la régulation du marché et de la concurrence. Cette pratique ignore la réalité économique du secteur et ne protège pas les droits des investisseurs déjà en place.

L'équilibre économique du secteur de la distribution est ainsi compromis, car le volume des marchés locaux ne correspond pas à la rentabilité des opérations, surtout avec la multiplication des acteurs, dont la compétence et l'éthique sont très variables.

De plus, ces institutions de régulation se transforment en administrations lourdes et coûteuses, cherchant principalement à assurer leur propre survie. Les redevances importantes qui leur sont allouées se répercutent négativement sur le coût supporté par le consommateur.

Vers une régulation juste, efficace et attractive

La régulation s'impose comme une nécessité. Toutefois, la situation critique des pays africains exige une régulation équitable, équilibrée et attractive pour les investisseurs. Une véritable régulation doit résister aux pressions administratives et politiques, ce qui n'est malheureusement pas le cas actuellement.

Le secteur de la distribution appelle à de profondes réformes afin de garantir une régulation authentique du système. C'est une condition indispensable à son bon fonctionnement et à la promotion des investissements nécessaires, tant en exploitation qu'en infrastructures telles que les installations portuaires, le stockage et le transport, qui sont souvent insuffisants ou inexistantes.

Pour y parvenir, il est nécessaire de mettre fin à l'étatisme excessif encore pratiqué dans de nombreux pays africains. Il est temps de faire confiance au secteur privé, qui constitue, dans une économie de marché, le principal moteur de la croissance. Les États africains doivent l'admettre et l'intégrer, en créant un environnement favorable basé sur une nouvelle vision, une volonté politique forte et un travail soutenu en faveur de l'ouverture aux forces créatrices du secteur privé, pour plus de transparence et d'efficacité.

Appel aux autorités compétentes

Enfin, il est essentiel d'interpeller les autorités compétentes afin qu'elles prennent les mesures nécessaires pour combler les lacunes identifiées et améliorer le cadre de régulation en Afrique.

POLITIQUE DES PRIX PETROLIERS : ENJEUX ET IMPACTS

Intervention étatique et objectifs de la politique des prix

La politique locale des prix est historiquement marquée par une forte implication des États, principalement pour garantir un approvisionnement pétrolier à un prix optimal, maintenir les recettes publiques, réduire les coûts de la filière, contrôler les marges des entreprises et stabiliser les prix à la pompe.

Ces objectifs sont considérés comme économiquement sains lorsqu'ils sont encadrés par des lois et des règlements transparents concernant la composition des prix et leurs révisions.

Limites et conséquences de l'encadrement des prix

Cependant, l'application de ces règles, lorsqu'elle vise uniquement à limiter les prix, peut engendrer des conséquences économiques, sociales et sectorielles négatives, notamment pour les investisseurs dans la distribution pétrolière.

Lorsque les prix internationaux augmentent fortement, les États qui empêchent toute véritable révision des prix continuent à percevoir des recettes douanières et fiscales importantes, tout en réduisant les marges des distributeurs. Ils imposent également aux sociétés de distribution la prise en charge de différences de prix importantes, dont la récupération ou le remboursement reste incertaine dans la plupart des pays concernés.

Impact sur l'économie et la société

La hausse régulière des prix pétroliers suscite des inquiétudes légitimes car elle affecte les ménages, les entreprises et l'État, entraînant une augmentation de l'inflation et une baisse de l'activité économique. Refuser de réviser les prix en fonction de la réalité du marché envoie un mauvais signal aux consommateurs, investisseurs et partenaires, pouvant provoquer des comportements nuisibles et une perte de confiance durable envers l'État.

L'absence de révision des prix pénalise principalement les opérateurs de distribution, en perturbant la sécurité d'approvisionnement, la couverture des obligations fiscales, les investissements, les engagements financiers, les politiques d'économie d'énergie, ainsi que l'équilibre commercial et l'intérêt des investisseurs.

La nécessité d'une adaptation réglementaire

Dans toute économie, les prix doivent refléter la réalité du marché, en tenant compte des coûts de production et de la rareté des produits. Le pétrole, en raison de son enjeu stratégique, restera coûteux dans les années voire les décennies à venir, ce qui impose une adaptation réglementaire et comportementale.

Les autorités doivent prendre conscience que nos économies ne peuvent échapper à la réalité des prix, surtout face à des ressources publiques insuffisantes pour garantir des subventions contre nature.

Parfois, ces comportements résultent d'abus de certains acteurs ; il est donc nécessaire de les corriger afin de ne pas compromettre des politiques qui, à priori, sont positives.

Problématique centrale et perspectives

La véritable problématique demeure le niveau des revenus des populations face aux coûts économiques modernes, que la non-révision des prix pétroliers ne permet pas de résoudre. Les États doivent mettre en place des politiques sociales et de développement humain pour améliorer le pouvoir d'achat des citoyens et leur permettre de faire face aux réalités économiques. Tel est notre espoir.

HARMONISATION DES SPECIFICATIONS DES PRODUITS PETROLIERS

Un constat d'immobilisme et de disparité

La réforme des spécifications techniques des produits pétroliers en Afrique demeure un sujet récurrent, souvent abordé sans qu'aucun progrès concret ne soit réalisé. Cette stagnation s'explique par le fait que la question dépend des autorités publiques de chaque pays, lesquelles peinent à prendre des décisions, entraînant une absence de changement notable.

L'engagement de l'ARDA pour l'harmonisation

L'ARDA s'est toujours prononcée en faveur de l'adoption de spécifications harmonisées pour les produits pétroliers, et a largement œuvré pour promouvoir cette option. Depuis 2010, par le biais de ses comités d'études, l'association s'est attachée à élaborer des études et des recommandations visant à définir de nouvelles spécifications uniformes pour des produits pétroliers sains, ainsi que des méthodes d'analyse standardisées.

Cependant, malgré ces efforts, aucune disposition commune ou généralisée n'a été prise, que ce soit à l'échelle du continent africain ou au sein de certaines zones économiques.

Une réalité de spécifications hétérogènes

L'hétérogénéité des spécifications persiste sur le continent africain, chaque pays continuant à définir et à arrêter ses propres normes pour les produits pétroliers. Ainsi, les spécifications varient considérablement d'un pays à l'autre. Par exemple, des pays voisins tels que le Maroc, la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie et le Mali présentent des différences notables pour tous les produits, notamment en ce qui concerne la teneur en soufre, qui peut aller de 10 ppm à 3500 ppm.

Les enjeux d'une harmonisation des Spécifications techniques

À l'instar d'autres régions du monde, les pays africains auraient tout intérêt à uniformiser leurs spécifications de produits pétroliers. Cette démarche permettrait de réduire les risques liés à la pollution et à la santé, tout en offrant des avantages en matière d'approvisionnement au meilleur coût. Ce serait une véritable opportunité et une économie substantielle pour les pays africains si une qualité de produit identique pouvait être livrée dans l'ensemble des pays, du moins au sein d'une même région.

DEFIS ET PERSPECTIVES DE L'INTEGRATION DANS LE SECTEUR PETROLIER AFRICAIN

L'évolution du secteur pétrolier en Afrique

Jusqu'à la fin des années 1970, la distribution pétrolière en Afrique était dominée par les grandes compagnies internationales telles que BP, Shell, Mobil, Total, Texaco, Exxon et Elf. Ces majors détenaient le monopole de la distribution, tandis que les opérateurs nationaux étaient cantonnés au transport et à la gestion des stations-service. À la suite des nationalisations et des chocs pétroliers des années 1970-1980, des sociétés d'État furent créées, mais la plupart ont disparu, à l'exception de quelques pays comme le Niger ou le Burkina Faso. Dans certains pays, des regroupements d'importation sont encore organisés, et des tentatives pour rétablir ce type de monopole sont en cours, notamment en Guinée et au Mali.

Retrait des majors et arrivée de nouveaux acteurs

À partir des années 1990, plusieurs majors pétrolières se sont retirées du marché africain, invoquant des motifs financiers, organisationnels, sécuritaires, de gouvernance, de conformité et de concurrence déloyale. Total demeure alors le seul acteur majeur dans la région. Parallèlement, des sociétés de trading comme Vitol, Addax Oryx et Trafigura (Puma) investissent le marché africain.

Essor et limites des sociétés pétrolières africaines indépendantes

De nombreuses sociétés indépendantes africaines ont vu le jour, mais elles restent pour la plupart limitées à leur marché national. Elles sont souvent caractérisées par un capital familial, un manque de stratégie et d'organisation professionnelle, et une activité concentrée sur le transport, quelques stations-service et des ventes à de petites unités industrielles locales. Leur avenir dépend de leur capacité à s'étendre au-delà des frontières nationales, posant ainsi la question de la création de champions africains régionaux ou internationaux et des conditions favorables à cette expansion.

Il existe peu de sociétés indépendantes africaines qui ont réussi à franchir leurs frontières nationales.

Les défis à relever pour l'intégration et la croissance

Le principal défi est d'améliorer le niveau des entreprises indépendantes à travers une révolution stratégique, managériale et organisationnelle. Cela implique l'intégration des bonnes pratiques, l'adaptation stratégique, la gestion de la diversité culturelle, l'ouverture à l'innovation, la réduction des coûts et l'accès à des ressources financières suffisantes.

L'expansion régionale apparaît comme le levier principal de croissance pour les entreprises africaines, sous réserve de l'avancement de l'intégration régionale, de la situation des pays ciblés et de celle des entreprises elles-mêmes.

L'impératif de l'intégration africaine

L'intégration est essentielle pour tirer parti des nombreuses opportunités et des vastes potentialités humaines, agricoles, énergétiques et minières du continent africain. Pourtant, dans les conditions actuelles, une intégration africaine effective reste difficile à atteindre. Le continent étant fragmenté en 54 pays, il existe d'importantes différences culturelles, politiques, juridiques, économiques, monétaires, commerciales, infrastructurelles et énergétiques.

L'intégration africaine demeure un idéal à poursuivre. Il convient de garder cet objectif et de rester le gardien de cet idéal afin d'espérer voir, un jour, se construire cette unité et cette intégration tant désirées.

Au-delà des discours : agir pour l'intégration

La volonté d'intégration est incontestable, mais il est nécessaire de s'interroger sur les actions concrètes menées en faveur de sa réalisation. Trop souvent, les

partisans de l'intégration africaine se limitent à des discours sans proposer de solutions concrètes, restant dans des positions inefficaces.

Il est temps de dépasser les paroles et de passer à l'action pour atteindre l'unité et le progrès, voire une véritable révolution. Cependant, cette tâche est complexe, car les institutions vieillissantes cherchent naturellement à se maintenir, freinant ainsi toute évolution.

Pour atteindre les objectifs fixés, il est souvent nécessaire de remettre en cause l'ordre établi, de « renverser la table ». Il faut permettre l'émancipation des intelligences et des ambitions longtemps contraintes et privées d'opportunités.

Mobilisation collective et ouverture pour l'avenir

Il revient à chacun de mobiliser l'intelligence collective afin de concevoir des solutions nouvelles, concrètes et véritablement intégratrices pour les pays africains. L'innovation et la collaboration doivent être au cœur de cette démarche pour bâtir un avenir partagé.

L'ouverture des frontières, la destruction des barrières et l'établissement de nouvelles passerelles entre les pays sont indispensables pour favoriser les échanges. Il convient d'accepter le partage solidaire, de simplifier les procédures et de revenir au panafricanisme des pères fondateurs, qui se sont battus pour éviter la balkanisation totale de l'Afrique.

La ZLECAF : un outil pour l'intégration

La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) est fréquemment évoquée. Elle peut s'avérer utile, à condition d'apporter des solutions concrètes pour développer les échanges interafricains. En effet, « l'effet du commerce est de porter à la Paix », un objectif auquel souscrivent tous les acteurs. L'ARDA devra également jouer son rôle dans ce processus.

EXPERIENCE DE STAR OIL GROUP

Une ouverture internationale rare pour une société africaine

STAR OIL GROUP se distingue parmi les sociétés africaines ayant osé l'ouverture à l'international. Initialement filiale de BP, la société a été reprise en 1989 par des opérateurs privés mauritaniens. Ce passage de relais marque le début d'une nouvelle phase pour STAR OIL, qui a d'abord consolidé ses activités en Mauritanie avant de s'engager sur la voie de l'expansion régionale.

Déploiement régional et implantation sur le continent

Dès 2002, le groupe entame son développement au-delà des frontières mauritaniennes. Il procède à l'acquisition de plusieurs filiales de majors et s'installe progressivement dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et Centrale. Aujourd'hui, STAR OIL GROUP est présent dans dix pays africains, témoignant de sa capacité à évoluer dans un environnement concurrentiel et diversifié.

Des défis majeurs sur le parcours

L'expansion internationale du groupe s'est révélée être un véritable défi. L'expérience de STAR OIL ne s'est pas résumée à une succession de succès et d'honneurs. Elle a également été jalonnée d'échecs, parfois difficiles à accepter. La peur de l'échec peut être aussi intense que le désir de réussite, et si ces revers ne sont jamais plaisants, ils apportent avec le temps des enseignements précieux. Les leçons tirées de ces difficultés ont permis d'ouvrir la voie à de nouvelles opportunités.

Intégration et adaptation : facteurs de réussite

À chaque étape de son développement, STAR OIL GROUP a su intégrer des savoir-faire, des hommes et des bonnes pratiques, tout en s'adaptant aux conditions spécifiques de chaque pays. Cette capacité d'adaptation a été essentielle pour répondre à la diversité des contextes nationaux rencontrés tout au long du parcours du groupe.

Une expérience révélatrice de la diversité africaine

L'expérience de STAR OIL met en lumière la diversité humaine, géographique et réglementaire du continent africain. Elle souligne également la nécessité d'une meilleure intégration pour faciliter les adaptations et favoriser l'émergence de champions africains. Cette aventure illustre la réussite possible d'investisseurs africains, malgré les défis liés à la diversité des cultures, des législations, des fiscalités et des réglementations.

ARDA ET LES CHAMPIONS AFRICAINS

Un forum international pour l'Afrique

ARDA WEEK s'impose comme le forum de référence pour toutes les parties prenantes intéressées par l'Afrique sur la scène internationale. Cet événement accueille un vaste réseau d'acteurs économiques, parmi lesquels des multinationales pétrolières, des traders, des financiers et des banquiers. Ensemble, ils interviennent dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie et la finance, contribuant à la dynamique et au rayonnement du continent africain.

La vision : faire émerger des champions africains

L'ambition portée par ARDA WEEK est de voir naître de véritables champions africains dans ces secteurs. Les organisateurs souhaitent accompagner la création et la consolidation d'entreprises africaines capables de rivaliser sur le plan international. Il s'agit d'un rêve qui vise à soutenir l'émergence de sociétés fortes et compétitives, à même de jouer un rôle majeur dans l'économie mondiale.

Des exemples de réussite dans le secteur pétrolier

L'Afrique compte déjà plusieurs champions majeurs dans le secteur du raffinage. Le Groupe Dangote se distingue par ses réalisations et ses résultats remarquables. La Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) occupe également une place importante, avec d'excellents résultats qui permettent à de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest dépourvus de littoral de répondre à leurs besoins en hydrocarbures.

SAHARA GROUP est une autre réussite notable, dont le succès dans les activités pétrolières constitue une source de fierté pour le continent.

Enfin, de nombreuses entreprises africaines ont su s'imposer dans les domaines du trading et de la distribution pétrolière.

Responsabilité et durabilité : des valeurs essentielles

Au-delà de la performance, il est essentiel que ces champions confirmés ou en devenir adoptent un comportement de véritables acteurs économiques responsables. Il s'agit de bâtir des structures durables, qui profitent à l'ensemble des pays africains et au continent dans son intégralité.

Le rôle des institutions financières panafricaines

La réalisation des ambitions portées par ARDA nécessite l'intervention de banques internationales et de grandes banques panafricaines. Ces institutions financières doivent renforcer leurs capacités et s'adapter aux spécificités des risques liés au continent africain. Certaines banques sont déjà présentes et sont invitées à soutenir le développement des entreprises africaines.

Coopération avec les acteurs internationaux

Pour permettre l'émergence de champions africains, il demeure indispensable de coopérer et de nouer des partenariats avec les grandes entreprises et traders internationaux. Leur expertise, leur savoir-faire, et leur soutien dans le transfert de technologies, de services, de financements et d'investissements dans les infrastructures pétrolières sont essentiels au développement du continent.

Un engagement concret lors des journées de l'ARDA

La forte participation de ces acteurs lors des journées de l'ARDA témoigne de leur engagement et offre l'opportunité de conclure des accords majeurs, bénéfiques pour toutes les parties.

Vers une organisation renforcée et plus ancrée localement

L'ARDA s'est imposée comme une organisation solide et efficace, reconnue comme une référence dans son domaine. Pour accroître son impact, il serait judicieux d'envisager une plus grande implantation nationale. Bien que l'organisation compte des membres dans de nombreux pays, il n'existe pas encore de coordinateur ou de correspondant national. La désignation, même de façon rotative, d'un responsable parmi les membres de chaque pays permettrait d'améliorer le suivi et d'encourager une participation plus active, tout en évitant des dépenses budgétaires supplémentaires pour l'ARDA. Cette mesure constituerait un progrès notable pour l'organisation.

CONCLUSION ET APPEL A L'ACTION

Pour conclure, il convient de rappeler la sagesse de Sénèque : « Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas ; c'est parce que nous n'osons pas que les choses sont difficiles. » Cette réflexion met en lumière l'importance du courage et de l'engagement face aux défis. En nous impliquant davantage, nous pouvons contribuer aux changements majeurs dont l'Afrique a besoin. Ainsi, il est essentiel que chacun prenne part activement à cette transformation, car c'est par notre détermination collective que les obstacles pourront être surmontés et que de véritables progrès seront réalisés.